

Résumés de l'ouvrage collectif du LMI MediTer

Titre : « Terroirs Méditerranéens : Environnement, Patrimoine et Développement au Maroc »

Ouvrage édité par Mohamed Berriane et Geneviève Michon

Résumés des contributions

Introduction générale, *M. Berriane et G. Michon*

Partie 1 : Terroirs anciens, terroirs en émergence : histoires sociales, histoires naturelles

Chapitre 1 : Le terroir au Maroc à l'épreuve de la construction sociopolitique des territoires dans la durée

M. Aderghal et R. Simenel

Les territoires ruraux dans leur forme actuelle font souvent référence à une histoire longue émaillée de rapports des communautés au pouvoir qui ne se sont pas toujours inscrits dans la linéarité de la soumission. Du temps précolonial à aujourd'hui, l'Etat central a développé ses moyens de domination, en donnant à sa relation avec les sociétés locales un sens variable selon les temporalités précoloniale, coloniale et post-coloniale, tout en gardant la double constante du politique, du religieux et du coutumier comme système de gouvernement et de régulation. Mais face aux logiques performatives de l'Etat, les sociétés locales ont toujours fait preuve d'adaptation aux aléas de la politique et de l'environnement naturel, selon des logiques propres qui leur ont permis de se reproduire, de dépasser les crises et de traverser le temps. Le rapport à la terre, marqué par une tendance au faible enracinement, comme d'ailleurs leur tendance à la mobilité et l'ouverture des groupes ethniques aux éléments externes sont les formes de cette adaptation à l'origine d'une configuration sociale des communautés rurales, forme hybride où s'interpénètrent la tribu nomade des franges du désert et la communauté villageoise méditerranéenne.

Dans le Maroc précolonial, la politique des Sultans était orientée vers les tribus traitées comme les segments d'une communauté identifiés plus par la participation ou non participation au système makhzénien que par un territoire aux limites reconnues. Le passage d'un territoire mal maîtrisé à un territoire dominé aux limites administrées par l'État est l'œuvre du Protectorat. En important son modèle sociopolitique et économique, la France contribua aux changements du rapport État / société locale. Cette dernière perdit le pouvoir sur ses ressources sylvo-pastorales, et une partie de son foncier fut détournée au profit des colons formant au sein de ces sociétés une élite d'entrepreneurs. Mais le paradoxe dans la politique coloniale, c'est qu'elle favorisa en même temps, à travers la notion d'ayant droit des parcours collectifs et d'usagers de la forêt, l'émergence d'appartenances ancrées à des territoires locaux, à référence tribale. Il est certain que cet élan identitaire à vocation utilitariste ne s'appuyait pas sur un fondement social solide. Les sociétés rurales furent soumises à un processus de déstructuration doublé d'un phénomène migratoire entraînant une déprise démographique et le relâchement des rapports aux ressources foncières et sylvo-pastorales.

La politique de l'État postcolonial s'est inscrite dans la continuité du processus engagé sous le Protectorat. Elle s'appuie sur l'encadrement politique et administratif des populations pour faciliter leur contrôle, leur mobilisation pour le soutien du trône, et favoriser l'extraversion des ressources de leurs territoires. D'aucuns considèrent que les politiques agricoles et rurales du Maroc indépendant ont contribué à la marginalisation des campagnes les moins productives situées dans les arrière-pays les moins articulés sur l'économie de marché. Il est bien entendu que cette marginalisation n'est pas seulement économique, car les ressources qui constituaient le fondement de la cohésion sociale ont été extraverties au profit d'une nouvelle élite d'entrepreneurs, portant parfois l'habit de l'acteur développeur. C'est aussi ces campagnes qui sont actuellement exposées aux projecteurs pour parler d'un renouveau rural par les produits de terroir et le tourisme rural. Or, le terroir est un concept, s'il était connu des géographes héritier de l'école française, son utilisation par les décideurs des politiques agricoles est tout à fait récente. C'est dans le sillage du plan Maroc vert que le terme fut employé. Ce qui impose un retour à la généalogie du terme et l'itinéraire de son transfert d'un contexte paysan français à un contexte marocain. Quel rôle ont joué les lobbys agricoles ? Comment

l'expertise puis la recherche sont venus soutenir un mouvement influent sur les politiques publiques agricoles ? Comment cette référence au terroir constitue une façon de voir le développement rural à partir du nord ? Comment le terroir à la lumière des mouvements sociaux qui secouent les campagnes constitue un artefact souvent dépourvu de sens pour les paysans ?

Dans cet article nous cherchons à apporter un éclairage aux relations entre état central et société rural dans des contextes sociopolitiques du Maroc précolonial, colonial et postcolonial. Partant de la notion de terroir et des modalités de son adoption dans le contexte marocain, l'objectif est d'arriver à comprendre le sens donné au territoire par les ruraux et qui souvent s'inscrit en contradiction par rapport aux catégories mobilisées par les politiques et les chercheurs.

Chapitre 2 : Terroirs fonctionnels et fonctions des paysages : la forêt rurale du Haut Atlas

M. Alifriqui & D. Genin

Les sociétés Berbères du Haut Atlas, qui ont basé depuis des siècles leur développement sur l'agriculture et l'élevage extensif, ont façonné des paysages construits autour de différents espaces complémentaires où la forêt et les arbres qu'elle abrite, participent à la fourniture de ressources diversifiées nécessaires à la vie quotidienne des habitants et à l'alimentation des troupeaux. Elles ont ainsi participé à modeler des écosystèmes forestiers particuliers s'insérant complètement dans les cycles d'activités rurales.

Nous présentons ici deux cas contrastés, mais très informatifs, de savoirs locaux mobilisés dans le cadre de l'élaboration endogène de gestions forestières alternatives à la foresterie classique : 1) les *agdals* forestiers de la vallée des Aït Bouguemez, espaces gérés collectivement au sein des terroirs villageois, et 2) les parcs agroforestiers à frêne dimorphe de la Commune d'Aït M'Hamed, à gestion individuelle et impliquant des cycles imbriqués d'usage de différentes ressources tout à fait remarquables.

Dans les deux cas, la diversité et les physionomies particulières d'arbres et de peuplements forestiers rencontrées correspondent à des modelages fonctionnels d'espaces-ressources destinés à satisfaire des besoins divers des populations. Ces espaces-ressources, témoins d'une longue histoire d'interactions Hommes-milieu, sont à replacer dans la globalité du terroir villageois et à lire comme des paysages culturels, à la fois fonctionnels et durables.

Chapitre 3 : Les territoires singuliers de l'irrigation paysanne en Méditerranée : Histoires, cultures, développements et devenir

M. Mahdane, Th. Ruf

Depuis la publication de l'ouvrage de Karl Wittfogel en 1957 sur « le despotisme oriental », l'irrigation a souvent été comprise comme l'émanation de grandes politiques hydrauliques par des autorités gouvernementales nationales. Cette idée est aussi soutenue par l'épopée des Grands Barrages et des aménagements hydro-agricoles conçus autour de vastes projets régionaux promus dans les pays du Sud par les institutions financières internationales, entre 1960 et 1990. Dans ce mouvement dominant, les formes différentes de systèmes d'irrigation anciens ou contemporains ont disparu dans les références des ingénieurs hydrauliciens. Elles sont aussi ignorées par les décideurs politiques et restent très longtemps en marge des projets de développement.

Or, après un relatif délaissement du sujet par les chercheurs, l'existence de territoires particuliers, structurés par leur réseau d'irrigation « traditionnel », est depuis 20 ans remis en lumière dans de nombreux travaux de sciences humaines. Portée par des groupes variés au Nord et au Sud, la recherche redécouvre les singularités locales, la profondeur historique des sociétés rurales concernées et leurs difficultés de tous ordres.

En Méditerranée, les pays de la rive sud sont sortis de la colonisation en investissant massivement dans la Grande Hydraulique, le plus souvent aux moyens d'Offices d'aménagement et de Ministères puissants contrôlant les flux financiers, les modèles d'intervention, y compris la recomposition foncière et l'encadrement technique des paysans « bénéficiaires ».

Or, c'est probablement dans ces mêmes pays que subsistent encore en 2015 des territoires hydrauliques les plus singuliers dans les « arrières pays de la Grande Hydraulique ». Au Maroc, de très nombreuses situations sont observables dans différents types de milieux : les vallées montagnardes regorgent de dispositifs de terrasses arrosées par des centaines de canaux dont certains constituent à la fois des ouvrages habiles et

difficiles à établir, et des liens sociaux entre villages et quartiers de village. Sur le versant saharien du pays, les oasis forment aussi des chapelets d'installations humaines autour d'ouvrages complexes de captation d'eaux superficielles et souterraines. Plusieurs sites sont évoqués et comparés pour souligner quelles sont les singularités de ces espaces et de ces sociétés : la vallée des Ait Bougmez et celle des Ait Boulli dans le Haut Atlas, les oasis du Tafilalet, de Tinghir et de Skoura. L'une des singularités de tous ces cas est qu'il n'y a pas de modèle générique de la singularité.

Enfin, une réflexion est amorcée sur l'existence de marges au sein même des sites de grande hydraulique, du fait de l'accroissement des contradictions de la gouvernance centrale et des initiatives individuelles qui consistent à accaparer l'eau et créer des espaces démunis. Le Haouz de Marrakech et la plaine du Sous figurent comme des zones en forte recomposition sociale et territoriale.

Chapitre 4 : Les systèmes agropastoraux à Acacias sahariens : gestion locale et enjeux de conservation.

J. Blanco, M. Alifriqui, H. Kamil, D. Genin, G. Michon

Les écosystèmes présahariens et sahariens, qui s'étendent sur d'immenses territoires dans le sud du Maroc, contiennent les zones boisées les plus méridionales du pays. Les acacias sahariens constituent les espèces emblématiques de ces espaces, traditionnellement valorisés par un élevage extensif nomade et semi-nomade et une agriculture sporadique pratiquée sur les zones d'épandage des eaux de crues. Les acacias sahariens sont intégrés dans la stratégie des agropasteurs et dans les institutions locales de régulation de leurs activités. Nos résultats ont pu mettre en lumière des interactions positives entre les arbres et les sociétés qui les gèrent et les exploitent et montrent de ce fait que la conservation des acacias ne semble pas aujourd'hui incompatible avec l'agropastoralisme saharien. Le paradigme actuel mobilisé dans les approches forestières officielles, basé sur une opposition organique entre conservation et usages locaux (opposition qui se retrouve dans de nombreux autres systèmes Hommes-Environnement de par le monde), est ici questionné. Nos résultats plaident pour une réelle intégration des usagers locaux dans les politiques forestières nationales, au profit d'une conservation réussissant la synthèse entre enjeux écologiques, sociaux et économiques.

Chapitre 5 : Derrière l'huile d'argan, la forêt d'arganiers : écosystème en péril ou terroirs forestiers domestiques ?

G. Michon, D. Genin, M. Alifriqui, B. Romagny, S. Boujrouf, M. Sabir, L. Auclair

La forêt d'arganiers du Maroc est aujourd'hui reconnue comme un patrimoine naturel emblématique du Maroc : l'ensemble de l'arganeraie a été classé Patrimoine Mondial par l'UNESCO en 1999 et son produit phare, l'huile d'argan, bénéficie de la première indication géographique (hors produit viticole) sur le continent africain.

Ces démarches globales et homogénéisantes, essentielles à la préservation et à la valorisation de l'écosystème arganeraie, ont effacé la diversité des terroirs qui constituent l'arganeraie. Elles se sont peu attachées à mettre en lumière la réalité des pratiques paysannes qui gèrent au jour le jour la forêt d'arganiers, la façonnent et, dans une certaine mesure, la domestiquent. Pourtant, il en résulte une diversité fonctionnelle de peuplements et de terroirs, qui correspondent à des formes d'adaptation/réponse des sociétés locales aux contraintes et opportunités auxquelles elles ont à faire face et qui, bien souvent, participent à la conservation de cet écosystème unique.

Cet article a pour ambition de mettre en avant ces interactions paysans-arganeraie, depuis l'arbre jusqu'au paysage, ainsi que l'intégration de cette ressource dans les systèmes de production locaux. Il aborde aussi la question de la diversité des terroirs singuliers qui constituent l'arganeraie, depuis la région d'Essaouira jusqu'aux confins sahariens.

Chapitre 6 : Le figuier de Barbarie, une ressource territoriale en émergence ? Le cas des arrière-pays présahariens marocains

A. Barthes, P. Baudot, G. Michon, M. Alifriqui, D. Genin, H. Kamil, B. Romagny, R. Simenel,

Originaire d'Amérique du sud, le figuier de Barbarie (*Opuntia Ficus indica*) est cultivé traditionnellement depuis très longtemps dans les zones arides du sud marocain. Face à une déprise agricole de plus en plus prononcée,

la culture du figuier de Barbarie apparaît aujourd'hui comme un recours permettant à la fois une appropriation foncière sur le long terme et le maintien d'un certain niveau de revenus. Il se profile également comme vecteur de la mise en place d'une identité locale autour de terroirs présahariens. Adaptée aux conditions bioclimatiques extrêmes de la région, peu exigeante en main d'œuvre hormis au moment de la récolte, la culture de la figue de Barbarie connaît actuellement une rapide expansion, soutenue par l'apparition de nouveaux modes de valorisation à forte valeur ajoutée, telle que l'huile de pépins très recherchée en cosmétique. De plus, d'un point de vue environnemental, on observe une certaine restauration de la biodiversité dans les plantations les plus anciennes, et des synergies biotiques potentielles intéressantes.

L'objectif de cette première étude, qui s'insère dans une problématique plus large des mutations des relations population-environnement dans le sud du Maroc, consiste en une évaluation de la dynamique spatiotemporelle des plantations, envisagée principalement sous l'angle quantitatif. Nous avons identifié trois zones remarquables différant par les conditions bioclimatiques, l'ancienneté des plantations, l'emprise foncière, la densité et le type d'occupation humaine, dans lesquelles les relations entre les évolutions sociétales et environnementales diffèrent. Les résultats montrent un très fort accroissement des plantations depuis trois décennies dans toutes les zones étudiées, phénomène qui a tendance à s'accélérer et qui impliquera à terme des changements environnementaux, fonciers et humains majeurs.

Partie 2 : Patrimonialisations, innovations et jeux d'acteurs

Chapitre 7 : Les enjeux de la patrimonialisation dans les terroirs du Maroc

A. Skounti, G. Michon, M. Berriane, B. Romagny

La notion de patrimoine au Maroc est longtemps restée confinée aux biens culturels et aux sites urbains remarquables. Depuis quelques années, elle s'attache aussi au monde rural : les éléments tangibles et immatériels des cultures agraires et pastorales de l'intérieur du pays rejoignent l'ensemble des biens et des valeurs à conserver pour les générations futures.

Les processus de révélation et de conservation de ce patrimoine passent essentiellement par la valorisation : recensement, qualification territoriale des « produits de terroir » et de l'artisanat rural, ainsi que des savoirs et des métiers qui leur sont attachés, réhabilitation des architectures traditionnelles et des sites archéologiques dans les campagnes, multiplication des initiatives de tourisme rural mettant en valeur les paysages ruraux et les cultures locales qui s'y sont développées.

Cet article se propose d'analyser non pas les objets patrimoniaux, mais les processus et les agents de leur « mise en patrimoine » en interrogeant d'une part la relation souvent ambiguë entre patrimonialisation et valorisation marchande (y compris touristique) et d'autre part le rôle des différents acteurs (populations locales, étrangers et migrants de retour au pays, institutions publiques, ONG) dans la « révélation » et la redéfinition des « patrimoines ruraux ».

Chapitre 8 : Lieux sacrés et formes de sanctuarisation et de mise en patrimoine des ressources naturelles dans les territoires des *Zaouia* (Haute Moulouya et Haut Atlas oriental)

M. Aderghal, B. Moizo

Les *zaouia* font figure de lieux sacrés porteurs d'une histoire séculaire. La sacralité projetée sur ces lieux émane de l'appartenance, réelle ou fictive, des maîtres de la *zaouia* à une lignée qui remonterait jusqu'au Prophète. Les approches historiques et socioanthropologiques des *zaouia* ont longuement insisté sur le double rôle d'arbitrage politique et de médiation religieuse qu'elles jouaient auprès des communautés tribales et vis-à-vis du Makhzen. Mais rarement a été abordé le rôle écologique que ces *zaouia* auraient et l'influence qu'elles exerçaient sur la régulation de l'accès aux ressources naturelles, forestières et hydriques.

Dans le Maroc central, ces *zaouia* sont généralement situées dans des zones considérées comme des hauts lieux du pastoralisme, mais où les terroirs qui leur sont directement liés se démarquent par des aspects paysagers différents de ceux qui caractérisent l'ensemble de la région. Ce qui suppose que les rapports établis avec les ressources naturelles sous-tendent une variation de pratiques anthropiques allant dans le sens soit de

la surexploitation, et par conséquent de la dégradation, soit dans celui de la conservation par la sanctuarisation.

Il s'agit dans cet article de voir :

1/ comment l'émergence du sacré règle le rapport aux lieux qui passe par une forme de régulation d'accès aux ressources et contribue à la construction de territoires polarisés et composites,

2/ Comment les ressources naturelles sont investies d'une charge patrimoniale selon trois acceptions qui relèvent de registres différents : i) celui des tribus qui considèrent les ressources du territoire comme un héritage qui assure la reproduction du système sylvo-pastoral ; ii) celui des « *Chorfa* » qui tiennent à pérenniser la sainteté de leur statut, qui leur permet de capter les ressources d'un territoire plus large, iii) celui de l'Etat qui impose une patrimonialisation par la législation et plus récemment par les impératifs du développement durable, et qui est à l'origine d'une nouvelle forme profane de conservation de la forêt.

3/ Comment les rapports entre ces trois groupes d'acteurs sont réglés sur la scène locale et quelles stratégies sont mises en œuvre pour la captation et le contrôle des ressources.

Chapitre 9 : La politique forestière au Maroc à l'épreuve des contextes locaux différenciés : jeu d'acteurs et enjeux des rapports usagers-forestiers.

J. Blanco, M. Aderghal, M. Sabir, M. Alifriqui, D. Genin, P.M. Aubert, M. Coudel, G. Michon.

La politique de gestion des espaces forestiers constitue un élément clé de la conservation de la biodiversité au Maroc. Son application reste cependant soumise aux influences des contextes locaux, marqués par des spécificités historiques, socio-économiques, écologiques, géographiques ou culturelles, et qui ne réagissent pas dans les mêmes termes à cette politique. A partir de cinq cas d'études à travers le pays, incluant les forêts du Rif, les cédraies du Moyen-Atlas, les Arganeraies de plaine et de montagne, et les formations à Acacias sahariens, nous comptons mettre en lumière les enjeux différentiels, sociaux, économiques et écologiques, de la gestion forestière au Maroc. Au centre de ceux-ci, la relation usagers-forestiers, parfois influencée par divers acteurs externes, est explorée à double sens dans sa dimension historique et contextuelle comme cadre de lecture et d'analyse des réussites et des échecs des politiques forestières. Nonobstant les particularités locales, cet essai de décryptage interroge les modes de gestion appliqués qui découlent d'une politique forestière générale sans prise en compte des nuances régionales et locales relatives aux écosystèmes et aux sociétés. Il s'agit aussi de démontrer les dysfonctionnements relevés au niveau de l'administration forestière et qui se manifestent à travers le manque de communication entre ses différents échelons, et la consécration de logiques de clientélisme et de rapports de force politiques qui s'expriment localement entre les agents forestiers d'une part et les usagers et acteurs ruraux (locaux et nationaux) d'autre part. Les conséquences socio-économiques et écologiques de cette situation plaident en faveur d'une remise à plat du paradigme et des modalités d'application de la politique forestière du Maroc.

Chapitre 10 : Les Cédraies du Moyen Atlas : dysfonctionnement d'un système forestier et rapports sociaux autour de la régulation des usages des ressources sylvo-pastorales

M. Aderghal, M. Coudel, P.M. Aubert, H. Christel et M. Sabir

Les forêts du Moyen Atlas présentent un socio-écosystème original. Composées essentiellement de cédraie à l'état pur, dans les étages bioclimatiques d'altitude et les plus exposés à l'humidité, ou associé au chêne vert. Ce sont des forêts dont l'utilisation et séculaire, d'abord lieu de vie d'un hypothétique paléo peuplement forestier, avant de devenir une composante sylvo pastorale des territoires de tribus étalées entre montagne (*jbel*), et avant pays (*azghar*), puis constituer un espace organisé et géré par l'Etat selon les normes du code forestier et des nouvelles stratégies de développement durable et de lutte contre la désertification.

Cette évolution est faite de ruptures et de continuité dans les rapports que les sociétés établissent avec l'écosystème du cèdre. Actuellement ce rapport est composite. Il s'agit en premier lieu des populations pastorales, prétendues autochtones qui utilisent la forêt, d'une part, comme ressource alimentaire pour le cheptel et réserve de produits ligneux et non ligneux répondant à des besoins domestiques et marchands (coupe légale et illégale), et de l'autre comme faisant partie d'un territoire d'appartenance et d'identité.

Ce sens d'appropriation qu'expriment les populations locales, tient à la légitimité des facteurs socio historiques de conquête et de peuplement du territoire forestier, et du statut d'usager que leur accorde le code forestier.

Paradoxalement, celui-ci les maintient dans un rôle marginal quant aux usages des ressources qu'ils sont autorisés à pratiquer, parcours, utilisation du bois mort, coopératives d'exploitation du bois et du charbon.

La même forêt étant exploitée par les entreprises forestières au compte des communes qui tirent le plus d'avantages financiers du cèdre destiné à des usages multiples en milieu urbain. L'administration des Eaux et forêts étant un acteur qui assure la régulation de l'accès à la ressource forestières et définit les modalités techniques de son utilisation et de sa conservation.

L'approche de la forêt, menée par les pouvoirs publics, est fondée, dès son initiation, sur la transposition du modèle français de gestion des forêts pour encadrer et ouvrir la forêt à l'exploitation capitaliste. Elle est aussi justifiée dans le discours et la nature des actions menées sur le terrain, par le constat de dégradation et de rupture de l'équilibre des écosystèmes forestiers.

Il est certain que les rapports société -forêt dans le Moyen Atlas ont été bouleversés par l'application de nouveaux principes de gestion et par la multiplication des acteurs concernés par son exploitation, voire surexploitation. Le résultat étant l'état de conservation compromis de ces forêts, expliqué par deux facteurs mis en avant pour justifier les interventions de l'Etat: un premier facteur est lié au mode d'utilisation pastorale des forêts par les populations usagères, et le deuxième est d'ordre climatique et concerne les sécheresses récurrentes qui imposent une contrainte à la régénération naturelle et favorisent la prolifération des parasites destructeurs.

La régression des ressources forestières a eu des conséquences sur l'équilibre des systèmes agropastoraux, en plus des répercussions sur l'organisation sociale et spatiale des populations environnantes.

Les ressources forestières devenues de plus en plus rares imposent non seulement des adaptations des systèmes socio économiques locaux, mais impliquent aussi des comportements sociaux nouveaux vis-à-vis de la politique forestière. Les innovations introduites par cette dernière à travers l'approche participative, association des usagers, et compensation sur les mises en défens ne sont pas reçues partout de la même manière. Les rapports aux ressources forestières ne sont plus réglés seulement par des stratégies de groupe, car les individus expriment des attitudes différenciées selon leur position sociale, l'usage qu'ils font de la ressource et le type de relation qu'ils entretiennent avec les agents de l'Etat, forestiers et autorités locales.

Dans ce papier, il s'agit pour nous de voir comment dans des contextes sociaux différenciés de la cédraie, les populations locales adoptent des attitudes de participation et/ou de résistance aux nouvelles stratégies de gestion patrimoniale de la forêt.

Comment la résistance au mode de gestion imposé par l'administration forestière ne peut pas être justifiée que par une raison culturelle d'attachement à la tradition pastorale, mais aussi par la remise en cause des injustices introduites par ce mode de gestion qui favorise le clientélisme et le détournement d'une grande partie de la ressource sylvicole et aussi pastorale au profit des communes, des coopératives, des entreprises et des différents agents économiques localisés en ville.

Face au nouveau contexte comment les groupes et les individus agissent et s'organisent-ils pour tirer avantage d'une ressource disputée ? Sur quel capital, matériel et savoir-faire, les individus s'appuient-ils pour asseoir leur stratégie de captation légale ou illégale de la ressource ? Quels rôles prennent les institutions communautaires recyclées et les associations dans la canalisation des actions du groupe en termes de régulation des rapports à la forêt et aux autres acteurs concernés par la même ressource ?

Chapitre 11 : Quels processus de patrimonialisation pour la préservation des sites rupestres : réflexion prospective

L. Auclair, S. Boujrouf, S. Kejjaji, G. Michon, A. Skounti

Le Maroc abrite un vaste ensemble de gravures et de peintures rupestres qui couvrent plusieurs milliers d'années jusqu'à l'époque actuelle. Les représentations se composent d'anthropomorphes, de zoomorphes, de scènes de chasse ou de combat, d'objets, de signes abstraits et d'inscriptions de l'écriture amazighe ancienne (dite libyco-berbère). Elles constituent une source inestimable pour toute tentative d'écriture d'une histoire de l'art du Maroc. Les sites rupestres font la plupart du temps partie de zones ou d'aires où se pratique depuis la nuit des temps une activité d'élevage riche en pratiques pastorales, sociales et rituelles. L'association entre activité pastorale saisonnière, point d'eau et alpage y est particulièrement remarquable. Ces sites font l'objet d'une gestion communautaire, comme dans le Haut-Atlas à travers une institution dénommée *l'agdâl*. Cette pratique de mise en défens saisonnière du pâturage permet à la fois le renouvellement des ressources

pastorales et la conservation de la diversité floristique au cours du temps ; elle permet aussi la gestion de la concurrence entre les groupes de transhumants. Ils font aussi l'objet de pratiques contemporaines de gravure dans une relation exceptionnelle de continuité avec les générations passées, comme à Azrou Klan (Djebel Bani).

Les sites de gravures et peintures rupestres constituent une archive remarquable permettant de documenter les relations entre trois principaux objets : les ressources pastorales, leurs modalités d'usage et d'appropriation (pouvoir, territoire), les systèmes rituels, idéologiques et symboliques en présence. Les recherches scientifiques conduites sur ces sites se sont attachées aux gravures et aux peintures stricto sensu. Des corpus ont ainsi été constitués sur un certain nombre de sites, notamment dans le Haut-Atlas (Oukaïmeden, Yagour, Djebel Rat). Des recherches récentes ont été réalisées ou sont en cours sur d'autres sites dans le Djebel Bani (Ifran-n-Taska, Azrou Klan). Celles-ci commencent à s'intéresser au contexte naturel et culturel des gravures et des peintures. C'est dans ce sillage que se situe la présente proposition de contribution. Sur la base de recherches en cours au Yagour et à Azrou Klan, il s'agira d'étudier le processus de patrimonialisation et ses diverses formes ainsi que les dynamiques sociales à l'œuvre : (i) production contemporaine d'images gravées ; (ii) mise en tourisme des sites ; et (iii) vandalisme et dégradation des gravures.

Sur le plan opérationnel, la patrimonialisation des sites gravés apparaît comme un outil permettant la conciliation de plusieurs objectifs : préservation / valorisation des sites rupestres, de la transhumance, de la biodiversité et des paysages. La notion de « paysage culturel » développée par l'UNESCO peut être étudiée dans le sillage des sites de l'agropastoralisme méditerranéen inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Ce qui nous amènera à nous questionner sur les dispositifs de préservation qui assurent une pleine implication des communautés concernées dans le cadre d'une vision prospective. Il s'agira, moins d'apporter des réponses toutes prêtes que de soulever des questions et d'ouvrir des pistes de réflexion pour de futures recherches.

Chapitre 12 : Mutation des systèmes et reconfiguration des savoirs apicoles marocains

A. Adam, L. Amzil, G. Michon, R. Simenel

Tout autour du pourtour méditerranéen, l'apiculture est une composante presque universelle des cultures rurales locales. Elle est traditionnellement pratiquée en complément des activités agricoles, sa valeur symbolique étant au moins aussi importante que son rôle socio-économique. Poussée par les pouvoirs publics et par la forte pression du marché à se moderniser, l'apiculture marocaine est aujourd'hui en pleine transformation.

Entre les régions à fort développement agricole et les zones reculées, on peut observer de fortes variations à la fois spatiales et culturelles des systèmes apicoles locaux. Le long de ce gradient où l'on rencontre des territoires apicoles exceptionnels, on trouve une grande diversité des représentations, des perceptions, des pratiques et des matériaux, impliqués dans la production apicole ou dans la domestication de l'abeille. Ces éléments d'une activité spécifique et multiséculaire se voient aujourd'hui redéfinis par l'émergence et la mise en application de nouveaux « registres » de développement socio-économique et territorial.

Cet article se propose de traiter les mutations induites par l'hybridation entre une « apiculture moderne » en plein essor et une « apiculture traditionnelle » en relatif déclin dans le sud du Maroc.

Les changements d'envergure qui sont à l'œuvre seront analysés sur trois plans complémentaires :

- i- La recomposition (à travers les formes de production, les usages et la charge culturelle du miel) des territoires apicoles qui, de plus en plus, sont définis par une spécialisation sur un type de miel particulier et sont mis en relation les uns avec les autres à travers la généralisation de la transhumance
- ii- L'apparition de nouvelles catégories d'acteurs porteuses de représentations et de logiques différentes : jeunes générations d'apiculteurs (qui ne sont pas nécessairement issus du monde rural, et dont certains ont suivi des formations universitaires ou professionnalisantes), investisseurs, salariés, coopératives, organismes de formation aux techniques modernes
- iii- , La reconfiguration et la transmission des savoirs et des pratiques apicoles, qui font émerger des formes variées d'adaptation, d'intégration et d'hybridation entre techniques modernes et pratiques traditionnelles

Chapitre 13 : Terroirs et mobilités : vers une reconfiguration des arrière-pays ?

G. Michon, M. Berriane, M. Aderghal

L'acception courante du terme « terroir », souvent associé à celui d' « arrière-pays », renvoie à des espaces et à des sociétés vivant encore dans un relatif isolement et un certain archaïsme. En Méditerranée, ces termes, souvent connotés péjorativement, stigmatisent des régions marquées par un retard économique, une prégnance des sociétés agropastorales et une faible articulation avec les espaces dynamiques polarisés par les villes.

Ces acceptions sont appelées aujourd'hui à être nuancées par l'observation des nouvelles dynamiques qui traversent ces territoires. En effet, les terroirs (et particulièrement en Méditerranée) deviennent une catégorie spatiale émergente soutenue par la mise en avant de spécificités locales. Dans ces nouvelles dynamiques socio-territoriales, les mobilités, aussi bien humaines (migrants de retour, touristes...) que relatives aux idées, aux modèles de développement, aux capitaux et aux marchandises jouent un rôle central : introduction d'innovations techniques et sociales, ouverture à de nouvelles pratiques touristiques, de nouveaux modes de production, création de nouveaux marchés pour les produits locaux. Ces mobilités participent à une redécouverte des terroirs et les reconfigurent en profondeur : elles proposent de nouvelles relations aux lieux et à leurs productions, « retournent » les espaces et les regards que chacun, local ou étranger, leur porte et créent les conditions de nouvelles articulations entre arrière-pays et espaces environnants, articulations qui amènent à une redéfinition des connexions des espaces et à une reconfiguration de leurs relations.

Dans cet article, nous nous intéressons aux mobilités qui à la fois sous-tendent et alimentent les dynamiques liées à la valorisation des spécificités locales (produits agricoles et spécialités alimentaires, paysages, patrimoines culturels), en cherchant à évaluer leur rôle dans la construction, la mobilisation et la valorisation des ressources territoriales et patrimoniales, dans l'émergence de nouvelles formes de production et de gouvernance territoriale, et dans les interdépendances entre ces arrière-pays et les territoires urbains et littoraux.

Nous aborderons plus particulièrement les thématiques suivantes :

- Circulation des concepts, des modèles et des dispositifs de développement (politiques « de terroir » et qualifications liées à l'origine, agriculture biologique ou permaculture, tourisme rural, écotourisme)
- Modalités et enjeux des mobilités de personnes dans l'émergence des projets de territoire : rôle catalyseur des « étrangers » importance des mobilités saisonnières nord/sud dans le développement du tourisme d'arrière-pays, circulation des capitaux
- Phénomènes de retours des anciens émigrés, les terroirs devenant des foyers d'appel alors que par le passé ils étaient plutôt des foyers de départ : grâce à ces retours de la diaspora, « partir » n'est plus la seule alternative pour les jeunes générations
- Impact des mobilités sur les transmissions et les innovations (dans les pratiques de production, la gouvernance locale)

Partie 3 : Valorisation des spécificités de terroir : Tourismes alternatifs

Chapitre 14 : Chechaouen, destination pionnière du tourisme rural au Maroc : essai de bilan

Mohamed Berriane et Bernard Moizo

Chronologiquement première destination du tourisme rural depuis que l'Etat a inscrit ce type de tourisme parmi ses choix stratégiques, Chefchaouen et son arrière-pays constituent un cas emblématique du processus de mise en tourisme du milieu rural marocain. Territoire géographique cohérent, doté d'une forte identité culturelle et de différentes potentialités pouvant servir de support à une offre diversifiée, cette région bénéficie de la forte proximité de l'Europe et s'installe bien avant les initiatives de l'Etat de la décennie 2000, sur le marché « informel » du tourisme rural.

Son analyse permet de suivre les interactions entre les initiatives des individus et des groupes parties du bas, d'un côté, et les actions de l'Etat imprimés du haut, de l'autre et de dresser un bilan du développement du tourisme en milieu rural. Il s'agit de décrypter l'image combinant nature et culture qui s'est construite autour de cette destination, mais aussi d'analyser l'« effet boule de neige » qui caractérise la dynamique locale. Dans un premier temps, les populations ayant saisi les opportunités qu'elles pouvaient tirer du tourisme rural pour diversifier et accroître leurs revenus se montrent très réceptives à l'introduction de cette nouvelle activité, ce qui débouche sur l'appropriation du projet et de l'activité touristiques à la fois par les populations locales, le

mouvement associatif et les élites, avec l'appui des ONG et des bailleurs de fonds internationaux intéressés à accompagner ce développement. Ces initiatives locales interpellent très vite les décideurs qui mettent en place une stratégie et commencent par la tester à Chefchaouen, ce qui augmente de façon considérable le nombre d'acteurs intervenant dans ce processus et multiplie les actions et les initiatives qui se chevauchent et parfois se neutralisent. Cette multitude d'acteurs va poser un sérieux problème de gouvernance, notamment au niveau territorial.

Le papier ambitionne à travers un essai de bilan du parcours de cette destination pionnière du tourisme rural d'analyser le processus de mise en tourisme en se focalisant sur les dynamiques, les percées et les blocages de l'implication des populations locales, notamment le mouvement associatif.

Chapitre 15 : Tourisme rural et coopération décentralisée

B. Moizo, M. Berriane, L. Amzil, et H. Aboutayeb

L'engouement aujourd'hui au Maroc pour ce qu'il est convenu d'appeler le tourisme rural trouve son origine dans un changement des comportements touristiques qui se traduit par une demande inattendue, et plus ou moins spontanée qui souvent précède l'offre et investit les intérieurs du pays, tout en s'affranchissant, dans un premier temps, des canaux classiques de commercialisation. Mais la diffusion de ce tourisme s'inscrit surtout dans l'appropriation de ce mouvement par la population locale et la mobilisation du mouvement associatif de proximité qui considère que le développement passe par la diversification du tissu économique et la multiplication des activités génératrices de revenus dont le tourisme rural. Or cette mobilisation au niveau local contrastait jusqu'à il y a quelques années avec la priorité donnée par les politiques publiques et de façon presque exclusive au tourisme balnéaire classique. De ce fait populations concernées et porteurs de projets au niveau local devaient se prendre en main et se structurer en associations et en réseaux tout en cherchant un partenariat avec des ONG et des bailleurs de fonds internationaux. Et même si aujourd'hui les pouvoirs publics ont inscrit le tourisme rural dans leurs priorités, ils comptent beaucoup sur ces partenariats aussi bien pour l'importation d'un savoir-faire que pour mobiliser des financements.

Ce type de coopération permet aussi d'agir avec plus d'indépendance et d'efficacité par rapport à l'Etat et aux multiples interlocuteurs officiels dont les responsabilités et les prérogatives se chevauchent souvent. C'est aussi un moyen d'échapper à certaines luttes d'influence au niveau local et/ou provincial et de proposer des objectifs raisonnables en réponse aux attentes des populations rurales ainsi que mettre en place des programmes réalisables et opérationnels.

En nous basant sur plusieurs actions menées autour du tourisme rural et destinées à formaliser une dynamique entre les rives nord et sud de la Méditerranée (co développement, coopération décentralisée) nous nous proposons d'explorer et d'analyser leurs différents liens et articulations. On s'interrogera aussi sur les enjeux réels que sous-tendent ces coopérations, que ce soit au niveau de la coopération d'Etat à Etat ou au niveau des dynamiques locales. Ceci nous permettra d'évaluer comment les opérations labélisées « coopération décentralisée » permettent de palier aux carences de certaines institutions régionales et aux imbroglios liés à la politique locale.

L'analyse s'appuiera sur différentes expériences comme le Réseau de Développement Touristique Rural (RDTR) initié par le Conseil Régional du Souss Massa Drâa et ses liens avec les Gîtes de France Hérault et le Conseil Général du même département dans le cadre de la coopération décentralisée ; le projet financé par l'Union Européenne et géré par l'association Migration et Développement au sud du Haut Atlas ; celui du réseau de gîtes ruraux financé et accompagné par la coopération espagnole à travers l'association Chaouen Rural dans le Nord et l'initiative du projet de charte de qualité en collaboration avec l'université Ibn Zohr d'Agadir et de Gîtes de France Hérault, projet devant déboucher sur une labellisation des établissements et structures d'accueil et des circuits proposés en milieu rural.

Chapitre 16 : Expressions identitaires féminines et développement touristique dans les arrière-pays marocains : de la folklorisation à la revendication

Ouidad Tebbaa et Mari Oiry Varacca

L'article propose une étude des processus identitaires en lien avec le développement touristique, dans les Atlas marocains. Il part du constat de la multiplication, ces dernières années, de projets touristiques dans lesquels

sont mis en avant des « identités » diverses, et notamment « féminines », dont des coopératives artisanales et agricoles féminines. Il vise d'une part à comprendre ces projets, les discours et les représentations qu'ils véhiculent, sur le temps long. Pour cela, les auteures analysent des documents de promotion touristique, de la période coloniale à la période actuelle, et montrent la continuité des imaginaires touristiques de la « femme berbère » qu'ils diffusent depuis la colonisation. D'autre part, l'article analyse comment les sociétés d'accueil, loin de subir l'imposition d'images d'elles-mêmes qu'elles jugent caricaturales, font de la valorisation touristique des « identités » féminines des ressources dans des stratégies propres. Pour comprendre les effets locaux des projets, les auteures analysent des entretiens qu'elles ont réalisés avec les actrices touristiques et des observations qu'elles ont effectuées dans le milieu des associations militantes amazighes et féministes. Elles se penchent sur la manière avec laquelle les mises en récits et les mises en scènes touristiques des « identités » féminines contribuent au développement de territoires de montagne marginalisés, et sur la difficile émergence des femmes comme actrices sociales et politiques, dans les Atlas. Au-delà du cas des montagnes marocaines, l'article, qui aborde les « identités » comme un construit social, propose une réflexion sur les enjeux de pouvoir des processus identitaires.

Chapitre 17 : Tourisme solidaire et analyse des pratiques des acteurs

Abdollah, S. Boujrouf, B. Moizo et S. Kejjaji

Après avoir défini ce que l'on entend généralement par tourisme solidaire au travers de la littérature sur le sujet. Il s'agira ensuite sur la base d'études de cas de différents types d'acteur dans plusieurs régions du Maroc de questionner et analyser leurs pratiques. On privilégiera leur formulation des « catégories », c'est-à-dire que l'on s'intéressera aux rapports entre discours et réalité, à la façon dont les acteurs qualifient les situations et donnent du sens au « vécu » par rapport au « perçu » et à « l'attendu ». Le tourisme solidaire peut être un moyen pour les acteurs concernés de requalifier la rencontre touristique ainsi que les pratiques liées aux interactions vécues.

La catégorie « tourisme solidaire » regroupe de petits entrepreneurs, souvent associatifs, proposant des séjours, présentés comme une alternative au « tourisme de masse ». Ce tourisme est né, au niveau international, d'une réaction critique des effets pervers du tourisme, il veut avant tout « mettre au cœur du tourisme l'homme et la rencontre ». Le tourisme solidaire parfois aussi qualifié d'équitable, existe au Maroc depuis de nombreuses années. De nombreuses associations marocaines et internationales organisent déjà des échanges de ce type. Dans le tourisme solidaire il ne s'agit pas d'aider les villageois ou les locaux en construisant des écoles, des routes, en faisant la classe aux enfants ou en creusant des puits, mais la démarche positionne le paiement comme la compensation nécessaire à la découverte du quotidien de l'Autre.

Devant la multiplication des initiatives pour le développement du tourisme « durable », « solidaire », « responsable » dans les zones de la marge au Maroc, ce chapitre se donne comme objectif d'analyser ce secteur par la mise en place d'une évaluation du réseau marocain d'écotourisme solidaire (RMES) regroupant une grande diversité d'acteurs opérants dans un cadre associatif.

Les enquêtes de terrain se concentrent sur trois aspects des activités de ce réseau et de ses membres :

- Une approche territoriale: analyse des relations avec les communautés locales, adéquation entre activités proposées et pratiques sociales locales, impact socioéconomique, culturel et environnemental, durabilité et viabilité des activités, valorisation et préservation du milieu.
- Une entrée économique: analyse de l'activité sur l'emploi local, développement des ressources humaines et renforcement des capacités.
- Un aspect marketing: analyse des politiques d'information et de communication, de commercialisation des produits en rapport avec la démarche qualité.

L'analyse de ce secteur pourrait aider à comprendre comment les acteurs, géographiquement éloignés et investis dans des secteurs différents travaillent ou non en synergie ? Nous recenserons et appréhenderons les enjeux émergents de cette connectivité ? Une étude d'impacts sur les touristes et les populations locales permettra de mettre en avant la spécificité de cette forme de tourisme ? On tentera notamment d'identifier les points de friction, de ruptures, afin de poser la question du rôle du discours véhiculé par le tourisme solidaire dans le développement et la mise en œuvre des pratiques touristiques.

Chapitre 18 : Tourisme et résidence des étrangers dans les campagnes marocaines

M. Berriane, B. Moizo, M. Aderghal, G. Michon

Parmi les processus qui accompagnent la touristification des campagnes marocaines, on relève l'installation ces dernières années dans ces campagnes d'un nombre croissant d'étrangers par le biais de l'acquisition de vieilles demeures rénovées ou la construction de nouvelles. Bien qu'elles servent souvent de résidence secondaire, ces habitations sont généralement destinées à une exploitation commerciale : elles sont proposées comme structures d'hébergements (gîtes, maisons ou fermes d'hôtes) aux touristes qui cherchent de plus en plus à s'éloigner du parc d'hébergement commercial classique. Ces acteurs étrangers peuvent être soit des occidentaux, soit des Marocains d'une autre région, soit des locaux ayant transité par une migration interne ou internationale. Mais l'élément le plus remarquable de ce phénomène concerne l'installation des Européens. Nous y englobons aussi une dynamique un peu différente, mais qui prend de plus en plus d'importance, en particulier dans le sud du pays : l'afflux massif et saisonnier (le plus généralement en hiver) de touristes qui pratiquent le camping-caravaning, sur des durées pouvant aller jusqu'à 6 mois (c'est à dire le temps que leur permet la législation marocaine sur les entrées de véhicules étrangers).

Nous interrogerons ce double phénomène à la lumière des théories qui, partant d'observations concordantes, concluent que les sociétés d'aujourd'hui sont entrées dans une période d'hyper-mobilité des hommes, des biens et des informations. Ces théories émettent l'hypothèse d'une évolution vers une « transition migratoire » ou mobilière et remettent en question les catégories classiques d'analyse des mobilités géographiques pour les remplacer par d'autres en rapport avec la multiplicité des « pratiques mobiles de l'espace ».

Ce papier se propose de comprendre comment des immigrés européens arrivent pour s'installer au Maroc, de suivre leurs parcours et de clarifier les motivations et les raisons du choix du lieu d'installation. En mettant l'accent sur les interactions entre ces nouveaux résidents permanents ou temporaires et le milieu qui les accueille, il cherchera à comprendre les effets de ces installations sur l'espace et sur la vie sociale de ce milieu. Pour ce faire, il abordera successivement l'analyse des contacts entre les européens et les différentes populations présentes sur le territoire, et celle de l'impact de cette nouvelle présence sur les perceptions et les aspirations des populations locales vis-à-vis de leurs nouveaux voisins.

A la lumière de l'évolution des logiques des migrants et des touristes et du brouillage des schémas d'identification classiques (on parle désormais de multi-résidentialité, de « polyspatialité », de « mobilités post-migratoires », d'un système-monde fait de régions connectées), nous aborderons également la problématique tourisme/migration.

Partie 4 : Valorisation des spécificités de terroir : Dispositifs de valorisation des produits

Chapitre 19 : La filière « huile d'argan » au Maroc : construction, enjeux et perspectives

B. Romagny, S. Boujrouf, N. Ait Errays, M. Benkhallouk

L'essor spectaculaire de la filière « huile d'argan » au Maroc, depuis une vingtaine d'années, illustre parfaitement les enjeux des projets de développement et des politiques publiques qui postulent que la valorisation marchande des spécificités locales (dont les produits dits de « terroir ») est un levier permettant d'agir à la fois sur l'amélioration des conditions de vie des populations concernées, sur la dynamisation des territoires locaux et sur la conservation de la biodiversité. Ce défi s'inscrit dans la rhétorique du développement durable qui cherche à satisfaire simultanément des impératifs sociaux-économiques et environnementaux. L'objectif de ce chapitre est de proposer une synthèse analytique de l'état de nos connaissances concernant les diverses facettes de la construction de cette filière, à travers un plan en trois grandes parties :

1. *Historique du développement de la filière : du patrimoine agro-sylvo-pastoral local à celui de l'humanité.* Cette première partie, reprenant les grandes étapes de constitution de la filière (comment l'huile est sortie de la sphère domestique pour conquérir les marchés internationaux), devra s'articuler avec le chapitre sur les « terroirs de l'arganier » (partie II). Ce dernier traitera spécifiquement des pratiques et des savoirs sur l'arbre, de la domestication de la forêt d'arganiers, des relations société locale / arbre, très en amont de l'huile en tant que produit commercial.

2. *Les dynamiques actuelles de la filière* : principaux acteurs (ayant-droits, producteurs d'huile, intermédiaires...), chaîne de valeur amont/aval, asymétries de pouvoir, marchés et marketing, appui des politiques publiques (nationales, Souss-Massa-Draa).

3. *Enjeux et perspectives* : mise en place de diverses labellisations (IGP « Argane » unique pour toute l'arganeraie versus diversité des terroirs et des produits - couple huile/chevreau, bio, fair-trade...), comment les acteurs s'y retrouvent ? Interactions filière / territoire, liens avec le tourisme. Quels marchés de niche face à la concurrence dans le domaine des cosmétiques ? Quelle conservation pour la forêt ?

Chapitre 20 : Les fêtes et foires à thème : image identitaire du territoire et tourisme

M. Berriane, M. Aderghal, G. Michon et 4 étudiants de master

Prolongement de fêtes agraires ou des *moussem* qui sont des rassemblements festifs annuels de pèlerins à la mémoire d'un saint, les fêtes ou les foires à thèmes, plus modernes, se multiplient au Maroc avec comme objectif principal la promotion de produits locaux ou régionaux, considérés comme spécifiques, voire emblématiques, d'un territoire. En même temps la dimension solennelle et officielle donnée à l'événement, qui est souvent inauguré par des représentants de l'Etat, fait de la fête un lieu d'expression de choix politiques sur le développement de la localité et de sa région à travers la promotion de ses produits locaux, notamment depuis la mise en place du plier II du plan Maroc vert. Enfin, l'événement est mis à profit par les promoteurs et les tutelles du tourisme pour que la ville et la région, lieux de la fête, soient programmées dans les circuits de certaines catégories de touristes.

Ce thème des foires rurales n'a encore jamais été étudié au Maroc. A partir d'un état des lieux du phénomène et de sa spatialisation macro-géographique, notre contribution propose une typologie des manifestations et vise à comprendre dans quelle mesure cette forme particulière de mise en avant des produits agricoles et culturels permet de renforcer, voire de créer, une identification des territoires. Nous nous interrogeons également sur le sens que donnent à ces manifestations leurs différents protagonistes (populations locales, producteurs/exposants, décideurs au niveau central et local, représentants de la société civile locale), ainsi que sur les effets réels ou mythiques sur les économies locales de ces rassemblements de populations rurales et urbaines, nationales et étrangères, non seulement sur le site du chapiteau, mais également à travers l'animation exceptionnelle, le temps de la fête, d'autres espaces de la ville. A travers un relevé détaillé des stands et des exposants présents sur quatre différents événements (Festival de la rose du Mgoun, Festival des amandiers de Tafraoute, Foire internationale des dattes d'Erfoud et Festival de la cerise de Sefrou), et des observations menées dans les chapiteaux nous proposons enfin de voir si la fête participe réellement à la promotion des produits auxquels elle est dédiée, ou bien n'est qu'une occasion pour la mise en avant et la promotion des structures étatiques et officielles.

Chapitre 21 : Produits de spécificité et tourisme : synergie ou concurrence à partir de l'exemple de l'artisanat ?

S. Boujrourf, A. Abdollah, H. Bouaabid, G. Michon

A travers cet article nous désirons lancer une réflexion sur la complémentarité et la convergence entre Tourisme, Patrimoine et Artisanat dans les territoires ruraux des montagnes marocaines. Nous procédons à une première estimation de l'envergure de la valorisation de « produits patrimoniaux » emblématiques de l'artisanat local (les tapis du territoire du Grand Taznakht), et sur les relations entre cet artisanat du tapis et les filières du tourisme rural et solidaire (en pleine expansion dans cette région riche en potentialités patrimoniales). Nous abordons plus particulièrement l'analyse des dynamiques de connexions entre ces filières : s'agit-il vraiment de deux filières complémentaires ou concurrentes ? Comment opèrent les synergies ? Quelles sont les relations entre les acteurs des deux filières ? Est-on dans une dynamique de formation et de construction de synergies, ou bien dans un environnement de détournement et de conflit ? Nous nous interrogeons donc sur la dimension, structurante ou non, de la concomitance de ces deux activités

pour le territoire et examinons l'hypothèse qu'une vraie synergie entre tourisme, patrimoine et artisanat peut constituer un levier de croissance économique pour les territoires.

Conclusion

- Une révolution en marche dans les mondes ruraux de la marge ?
- Quelle efficacité des processus de développement par le terroir et ses produits ?
- Le terroir est-il dépassé ? A-t-il rempli ses fonctions ?